

Approvisionnement électrique

Tensions sur le courant entre la France et la Suisse

Trente-deux réacteurs du parc nucléaire hexagonal sont actuellement à l'arrêt. La France risque de ne plus pouvoir exporter d'électricité vers la Suisse cet hiver.

Publié aujourd'hui à 12h43



La disponibilité réduite des centrales nucléaires en France continuera de générer des tensions sur les marchés de l'électricité, prévient l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique. Photo: la centrale nucléaire de Cattenom, le 7 février 2020.

KEYSTONE/EPA/JULIEN WARNAND

La France, un des pays exportateurs d'électricité vers la Suisse, peine à produire du courant, en raison notamment d'un parc nucléaire en grande partie à l'arrêt. Les difficultés, comme l'envolée des prix, risquent de s'intensifier cet hiver.

«C'est tout à fait probable que la France ne puisse plus exporter de l'électricité vers la Suisse», prévient Stéphane Genoud, alors que 32 réacteurs sur les 56 que compte le parc nucléaire hexagonal sont actuellement à l'arrêt.

Pour le professeur, responsable du management de l'énergie à l'Institut Entrepreneuriat & Management de la HES-SO Valais/Wallis contacté par l'agence AWP, la Suisse prend conscience de sa «faiblesse», quand «le tissu économique s'attend à des pénuries cet hiver». Le pays «a une posture fragile dans un domaine aussi stratégique que l'énergie électrique, car nous l'avons laissé à la responsabilité des Européens».



La France risque de ne plus pouvoir exporter d'électricité vers la Suisse, selon Stéphane Genoud, ici à Sion en avril 2017.

KEYSTONE/Jean-Christophe Bott

Tout début septembre, la ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a beau avoir rappelé qu'EDF s'était «engagé à redémarrer tous les réacteurs pour cet hiver», la fébrilité reste de mise.



La ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher à l'Élysée, le 7 septembre 2022.

AFP/Ludovic MARIN

Le producteur et fournisseur d'électricité hexagonal a indiqué à AWP être lié par des contrats d'allocation de production avec des opérateurs helvétiques. Il s'agit de «mettre à disposition des partenaires la part de l'énergie produite leur revenant effectivement, en fonction de la part de la puissance qui leur est réservée», a précisé un porte-parole.

Un contrat concerne la centrale du Bugey dans l'Ain, avec une part de production de 17,5% octroyée à Électricité de Laufenbourg, aux mains de l'énergéticien argovien Axpo, qui vient d'ailleurs d'obtenir un soutien massif de la part de la Confédération. Un second type de contrat concerne des réacteurs de la centrale de Catte-

nom, sur les bords de la Moselle, conclu avec Électricité de Laufenbourg (7,8%) et le groupement d'électriciens suisses Centrales Nucléaires en Participations (CNP) à hauteur de 21,8%.

Faibles marges de sécurité

Dans ce système fortement interconnecté, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité Swissgrid est relié par 41 lignes transfrontalières aux gestionnaires du continent. «Un problème dans un pays peut devenir facilement un problème européen», souligne Anna Creti, professeure d'économie à l'Université de Paris Dauphine-PSL, jointe par AWP. «De plus, les flux se dirigent là où les prix sont les plus élevés. En ce moment, ils sont très hauts de manière généralisée, et cela va continuer. Même si l'hiver est doux, le système est à sa limite. Les marges de sécurité sont faibles.»

Au 30 août, le prix de l'électricité payé pour l'année prochaine, pendant le pic de 8h à 20h, atteignait 1195 euros par mégawattheure en France, contre 666,63 euros le 6 juillet. L'an dernier, il était autour de 40 euros. «Il s'agit du prix de la dernière transaction. Des gens sont d'accord pour acheter à ce prix-là. C'est le reflet d'une situation dramatique en France où les acteurs du marché pensent qu'EDF ne va pas réussir à relancer ses centrales. S'ils croyaient EDF, ils ne tracteraient pas de tels prix», a assuré Stéphane Genoud.

«Prendre une décision politique, administrative, de fermer les frontières de l'électricité est impossible.»

Anna Creti, professeure d'économie à
l'Université de Paris Dauphine-PSL

Malgré ce contexte, «prendre une décision politique, administrative, de fermer les frontières de l'électricité est impossible», a ajouté Anna Creti. «Après, il peut y avoir des règles techniques en cas de difficulté d'approvisionnement, gérées par les opérateurs.» Pour la spécialiste, «chaque pays est vulnérable, aucun n'est à l'abri et un black-out n'est pas exclu.»

Dans son point de situation, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) relève que la fourniture en électricité est actuellement assurée. Il insiste toutefois sur le fait que la sécheresse en Europe, la disponibilité réduite des centrales nucléaires en France et les conséquences de la guerre en Ukraine «continueront de générer des tensions sur les marchés de l'électricité ces prochains mois, avec des cota-

tions de prix vraisemblablement élevées et volatiles.»

ATS

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

22 commentaires